RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

Le troisième conclave des Six

Abdelaziz Bouteflika a présidé, jeudi dernier dans l'après-midi, une autre réunion avec les responsables des plus hautes institutions du pays, la quatrième en une semaine, avons-nous appris de source proche de la présidence.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Après donc les très longues réunions du mercredi 9 et du jeudi 10 mars et celle, moins longue, du lundi 14 mars dans l'après-midi, Bouteflika remettait ça, jeudi.

Le président du Sénat Abdelkader Bensalah, le président de l'Assemblée populaire nationale Abdelaziz Ziari, le Premier ministre Ahmed Ouyahia, le président du Conseil constitutionnel étaient convoqués pour un autre conclave autour de Bouteflika. S'il est bien évidemment difficile de savoir ce qui s'y était dit ou décidé, des indiscrétions généralement fiables sont unanimes sur un point, au moins : «Il a été question d'un rapport présenté par Ahmed Ouyahia». A quel sujet ? Peu de choses ont filtré.

«Il est fort probable que cela ait porté sur les mesures envisagées pour revoir de façon substantielle la copie de l'avant-projet des codes communal et de wilaya, envoyé à l'Assemblée.»

Il faut rappeler, effectivement, que lundi dernier, Ouyahia, Ziari et Abdelaziz Belkhadem avaient tenu une séance de travail de nuit, dans le bureau du président de l'APN, sur cette question particulièrement. En marge de la conférence des cadres de l'Alliance

présidentielle, que le Front de libération nationale a organisée avant-hier jeudi à l'hôtel Riadh à Alger, Abdelaziz Belkhadem a confirmé cette piste. Le SG du FLN et ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République, affirmait, en effet, que son parti plaide pour «une révision de fond des codes de la commune et de wilaya et pour la réhabilitation des assemblées élues». De même que pour une révision «des lois sur les partis et celle électorale» ainsi que «de la loi sur la fiscalité locale». Le patron du FLN présidera, enfin, aujourd'hui, une réunion à huis clos avec son groupe parlementaire «pour donner de nouvelles consignes aux députés», selon un membre de la direction du parti. Cela étant, cette autre réunion secrète de Bouteflika aurait probablement porté, également, sur la désormais acquise révision de la Constitution.

L'option d'une révision via les deux chambres du Parlement serait la plus plausible, selon nos sources.

En ce sens qu'elle offre le double avantage de la rapidité et de la souplesse de la procédure, mais aussi d'éviter le recours à un référendum et donc une campagne électorale physiquement exigeante pour un Bouteflika qui n'a plus la même énergie qu'en 2005 ou qu'en 2009.

K. A.

TROIS MARCHES PRÉVUES AUJOURD'HUI À ALGER

La rue se réapproprie le 19 Mars

La Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) ne sera pas seule aujourd'hui sur le terrain de la contestation. Des jeunes venus d'horizons différents marcheront également sur Alger. Les enfants des moudjahidine feront de même. La date du 19 Mars est loin d'être fortuite.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le 49e anniversaire de la proclamation du cessez-le-feu en Algérie sera célébré cette année d'une manière fort particulière. Partis politiques et jeunes anonymes ont décidé de donner à cette journée des airs de protesta.

Un appel de jeunes lancé sur Facebook, il y a quelques semaines, a fini par avoir beaucoup de retentissement. Les jeunes qui sont derrière cet appel comptent battre le pavé entre la Grande-Poste et le siège de la présidence.

Via leur page Facebook, ils expliquent que «les jeunes Algériens indépendants de tout parti politique, institution militaire ou mouvance étrangère, soucieux de l'avenir de leur pays qui devient flou de jour en jour, ont décidé d'appeler à une marche le 19 mars 2011 de la place de la Grande-Poste à la présidence, à El-Mouradia».

Et de préciser : «Nous appelons tous les jeunes Algériens de tout horizon à venir manifester leur désarroi quant au fossé creusé, depuis des années maintenant, entre eux et nous.

Nous tenons à vous informer que les partis politiques ne sont pas admis, ni aucune autre mouvance étrangère.» Le ton est donné, ces jeunes se disent affranchis de toute appartenance politique et placent leur marche sous le slogan de «Cessez le feu, cessez la hogra. Pour une nouvelle Algérie».

Sur le mur de la page Facebook créé pour l'occasion, ils expliquent : «Nous appelons les jeunes à une marche pacifique, pour dire au gouvernement que nous existons, que nous sommes conscients et nous nous inquiétons pour notre avenir et l'avenir de notre pays...

Nous voulons dire cessez el hogra, cessez la corruption, la désinformation, l'oppression, cessez de malmener nos étudiants, ainsi que tout le secteur de l'éducation qui représente l'avenir de l'Algérie.»

Photo : Samir Sid.

Des actions de sensibilisation et des contacts ont été menés dans les quartiers, les lycées et les universités pour une adhésion plus large à l'initiative. Ils ne seront pas les seuls à être dans la rue puisque la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) remet cela.

Les partis politiques qui y sont affiliés ont appelé à une marche du 1er-Mai à la place des Martyrs. Nullement découragée par l'impressionnant dispositif policier qui est mis en place à chaque tentative de rassemblement, la CNCD a appelé les citoyens non seulement à marcher à Alger et dans d'autres wilayas, mais également à l'étranger. Les enfants de moudjahidine affiliés à la Coordination nationale des enfants de moudjahidine ne seront pas en reste.

L'organisation présidée par Layachi Abdelwahib a également appelé à marcher de la place des Martyrs vers le ministère de l'Intérieur.

La décision a été prise lors de la réunion du bureau politique de la Coordination le 10 mars dernier. Elle revendique le changement pacifique du système politique, un agrément, et dénonce l'entrave faite aux libertés publiques.

Quelle sera la réaction des pouvoirs publics qui ont démontré leur aversion des mouvements populaires ? Sans surprise aucune, le dispositif policier sera renforcé dans une tentative de faire d'Alger une citadelle infranchissable à tout marcheur.

N. I.

CONFÉRENCE DES CADRES DE L'ALLIANCE PRÉSIDENTIELLE

L'absence remarquée d'Ouyahia

Les trois partis de l'Alliance présidentielle ont tenu, jeudi à l'hôtel Riadh, à Alger, une «conférence des cadres» autour de la question de «la criminalisation du colonialisme». Mais l'absence d'Ahmed Ouyahia a nettement diminué de l'impact de la manifestation.

Placée sous le thème «La révolution algérienne : volonté, victoire et fidélité», cette conférence est une initiative prise par le Front de libération national. Or, cette affaire si chère au FLN et qu'il en fait l'une de ses priorités depuis 2009 déjà, n'a jamais été prise au sérieux par le Rassemblement national démocratique d'Ahmed Ouyahia. En mars 2010, le Premier ministre avait même accusé Belkhadem de verser dans le populisme et la démagogie. Jeudi dernier, Ouyahia a certes délégué ses cadres pour la rencontre, mais c'est tout. Ni lui, ni son chef de cabinet et numéro 2 du parti, ni Miloud Chorfi, le porte-parole du RND, n'ont assisté à cette conférence à laquelle les deux autres partenaires de l'Alliance étaient représentés au plus haut niveau. Et pour couronner le tout, le représentant d'Ouyahia à cette rencontre, Mohamed Tahar Bouzeghoub, membre du bureau national du RND et premier pilote dans l'armée de l'air algérienne et ancien moudjahid à la notoriété bien établie, a fait une allocution des plus laconiques. Tout juste de quoi sauver les apparences.

K. A.